

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel :

Des droits sociaux pour tous, c'est possible

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mardi 13 mai 2003

Démocratie & Socialisme

Le monde du travail, les couches populaires sont confrontés aujourd'hui à une offensive massive, systématique du pouvoir et du patronat contre leurs conditions d'existence et leurs capacités à s'exprimer et se défendre. De façon insidieuse et sournoise, ce sont des éléments essentiels de la protection sociale et des politiques publiques de solidarité qui sont remis en question. Au nom de considérations démographiques fallacieuses, le gouvernement Raffarin veut allonger les durées de cotisations et diminuer les prestations aux retraités de 25 à 30 % dans un proche avenir. Il prépare des privatisations dont on connaît les précédents catastrophiques en France et à l'étranger. Il s'attaque d'ores et déjà à la Sécurité Sociale pour l'ouvrir aux assurances et commence à démanteler les services publics et la fonction publique, notamment dans l'éducation et la recherche, en employant une basse démagogie qui vante une supériorité inexistante du secteur privé. Il promeut des lois liberticides, expulse du territoire, criminalise la pauvreté, porte une lourde responsabilité en favorisant le regain du racisme et de la xénophobie.

Ce gouvernement prend pour cible tous les instruments de la solidarité, répartition entre générations, droit à la retraite lié au travail et au salaire, droits des femmes, solidarité envers les « sans emploi », les précaires, salariés et retraités modestes, l'égalité d'accès aux services publics de qualité... Suppression de milliers d'emplois dans le privé et le public, démantèlement d'entreprises, de centres de recherches, au nom du diktat des actionnaires, décentralisation amplifiant les inégalités entre régions... : les moyens d'agir en vue d'un développement économique et social à long terme, de la préservation de l'environnement - industrie, recherche, formation...subissent le même sort.

L'Etat chiraquien est en train de se transformer en Etat prédateur et spoliateur qui exproprie en faveur du patronat, une grande partie de ce qui est produit en France. Cette logique sociale et politique meurtrière - cause d'immenses souffrances - doit être combattue avec la plus grande énergie. Il est temps de viser une Europe des peuples et de l'extension des droits. Une fiscalité redistributive, les dépenses sociales, des salaires augmentés, le plein emploi, ne sont ni un coût ni un handicap pour l'économie mais le moteur d'un véritable développement au service des besoins sociaux. Les richesses produites par le travail permettent de dégager les ressources au financement des nouveaux besoins.

Il est possible d'aller dans cette direction, de mettre en échec la politique du gouvernement. Les volontés ne manquent pas, mais elles sont pour l'instant éparpillées. L'absence de perspectives politiques mobilisatrices portées par la gauche et l'extrême gauche, la démoralisation qui a gagné beaucoup de milieux, peuvent apparaître comme des obstacles insurmontables. Nous sommes persuadés du contraire, comme le montre la mobilisation des travailleurs d'EDF/GDF, celle qui monte en puissance pour les retraites et les résistances qui se manifestent parmi les salariés et la population au démantèlement des services publics. Mais nous sommes bien conscients que des blocages politiques doivent être levés pour inverser le cours des choses. Un avenir enfermé dans le bipartisme de la droite et du Parti socialiste ne laisserait plus d'espace au débat et aux véritables choix politiques. Il n'est pas possible de continuer à s'enfermer dans le cadre institutionnel antidémocratique de la Ve République, aggravé par les choix du régime chiraquien. Toute complaisance à l'égard des nouvelles lois électorales, serait coupable.

De notre point de vue, cela suppose aussi que les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche ne se présentent pas comme les dépositaires privilégiés des processus politiques venant d'en bas, mais associent leurs forces aux mouvements sociaux, pour leur permettre de mieux être entendus, rassemblant les citoyens dans un nouveau projet collectif alternatif.

Nous sommes convaincus que le combat à mener ne peut rester défensif. Il doit ouvrir la perspective d'autres rapports sociaux, redonnant espoir à toutes celles et tous ceux qui subissent de plein fouet la flexibilisation du travail et le chômage. On ne peut se contenter de pensées et de méthodes routinières, donnant l'impression d'un éternel recommencement et le goût amer du retour de la défaite. Avec le développement du mouvement alter-mondialiste, qui a également assumé le refus de la guerre en Irak, ce combat a largement aujourd'hui les contours européens et

mondiaux. Rassemblés, en lien avec les forces et les mobilisations visibles dans les autres pays, nous avons la force de bousculer les stratégies des multinationales et le jeu institutionnel européen.

Dans une situation qui nous interpelle, nous interpellons les personnes et les organisations politiques, qui entendent s'opposer à cette vague ultralibérale, notamment le PCF, la LCR, les Verts, et leur proposons d'agir sans vision partisane, avec tous les collectifs et Forums locaux, tous les appels regroupés depuis le 21 avril 2002, les syndicalistes et associations de lutte. Ensemble, nous pouvons obtenir le retrait des attaques contre les retraites, mettre en échec la régression chiraquienne et construire un véritable projet de transformation sociale.

Première liste de signataires :

Etienne ADAM (Caen), Gilles BENARD (75), Nicolas BENIES (Caen), Jean Claude BENVENUTI (94), Bruno BESSIERE (93), Alain BIHR (Université Besançon), Hélène BOUREAU (93), Stephen BOUQUIN (Université Amiens), Jean BRAFMAN (93), Bruno CADEZ (Lille), Marylène CAHOUE (Lyon) Jean-Christophe CHAUMERON (syndicaliste Paris), Pierre COURSA-SALIES (Université Paris 8), Vincent DUGUET (93), Hasan ELMAS (Paris 8), Bertrand GEAY (Poitiers), Frédéric GENEVEE (94), Bruno GUICHARD (Lyon) Marie-Claude HERBOUX (Caen), Pierre KORZEC (93), Yvon LAMY (Université Limoges), Frédéric LEBARON (75), Patrice LECLERC (92), Laurent LEVY (75), Philippe MAINGAULT (94), Philippe MARLIERE (?), Jacqueline MARTINEZ (75), François MEYROUNE (89), Alex NEUMANN (Paris 8), Roland PFEFFERKORN (Université de Strasbourg), Franck POUPEAU (?), Isabelle RIGONI (?), Daniel ROME (93), Roberto ROMERO AGUILA (75), Sébastien SAEZ (Caen), Danielle SANCHEZ (93), Patrick SILBERSTEIN (75), Francis SITEL (Paris), Philippe TANCELIN (Paris8), Daniel VEY (Auxerre), Jean-Marie VINCENT (Paris 8), Pierre ZARKA,

12 Mai 2003